

Nos confrères du site Journal du Cameroun ont donné la parole à Robert Kona, le père fondateur du parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN), considéré depuis mars 2020 comme la troisième force politique au Cameroun avec 5 députés à l'Assemblée nationale. C'est à cœur joie que l'homme de 63 ans, parle de la genèse du parti, les problèmes rencontrés et surtout comment s'est fait la rencontre avec Cabral Libii.

Ci-dessous l'intégralité de l'interview accordée au Journal du Cameroun Robert Kona (Juin 2020)

Qui est M Kona?

Kona Robert est un simple citoyen camerounais, natif de l'arrondissement de Kar-Hay dans le Mayo-Danay, à l'Extrême-Nord du Cameroun. Je suis né vers 1958 dans le village Guidinding, Doukoula, marié et père de sept enfants. S'agissant de ma carrière administrative, j'ai été adjoint d'administration, j'ai passé le concours direct des adjoints administratifs au cours de l'année scolaire 1978-1979. La date de mon intégration dans la fonction publique, où j'ai pris service pour le stage, c'est le 24 février 1979. J'ai été malheureusement, à un moment donné, bloqué par les avancements jusqu'à ce que j'aie pu avoir le dernier avancement sur mon arrêté de mise à la retraite. C'est-à-dire de 1 jusqu'à la classe exceptionnelle.

Quelles sont les différentes fonctions éventuelles que vous avez occupées dans votre carrière administrative ?

J'ai été premièrement au secrétariat général de la fonction publique en 1979, ensuite on m'a mis à la disposition du Minat (Administration territoriale, NDLR), puis le Minat m'a affecté dans la province du Nord où j'ai passé deux mois avant d'être finalement affecté dans le département du Mayo-Danay en mai 1979, dans la préfecture de Yagoua. Après presque deux

ans, on m'a envoyé au secrétariat général de la sous-préfecture de Kar-Hay. De là, en 1981, je pars à la sous-préfecture de Guéré – bec du Canard – pour être ramené en 1984 à la sous-préfecture de Wina, toujours dans le Mayo-Danay., et être ré-affecté à la sous-préfecture de Kar-Hay en novembre 1995. De là je me suis retrouvé finalement au Minat à la suite d'un dossier de départ volontaire, qui n'a pas abouti à cause de certaines tracasseries que vous pouvez imaginer. J'ai donc été mis à la retraite à partir du Minat, mon dernier lieu de service.

En quelle année ?

Sur le papier, il est écrit que je suis retraité depuis le 31 décembre 2008

En allant à la retraite, occupiez-vous une fonction spécifique au Minat ?

J'avais été nommé comme chef de service par Hamidou Marafa Yaya, mais je n'ai pas reçu l'acte. Je lui avais dit qu'à cause de 15 000 F CFA de prime de sujétion (octroyée pour encourager la mobilité dans les lieux d'affectation, NDLR), je ne peux pas rester en service à Yaoundé. Il m'a dit: depuis qu'on était au lycée de Garoua, tu n'as pas changé; dans la préfecturale on ne peut plus t'admettre. C'était peut-être une manière de me permettre d'être à ses côtés, c'est comme-ça que je l'ai compris. Nous étions élèves au lycée de Garoua, à l'internat, avec Hamidou Marafa Yaya.

Avez-vous gardé le contact depuis qu'il est en prison ?

Je n'ai pas son contact actuel; sinon, quand il était au Minat, on se voyait de temps en temps.

Comment vous est venue l'idée de créer le PRCN ?

J'étais presque politicien depuis l'UNC d'Ahmadou Ahidjo. Lorsqu'on a transformé l'UNC en RDPC, j'étais toujours militant de première heure en tant que président de la sous-section du RDPC dans l'arrondissement de Wina, département du Mayo-Danay à l'Extrême-Nord. Pratiquement après les élections multipartites de 1992, j'ai eu de petits problèmes d'ordre

politique et ça m'avait conduit à démissionner du RDPC pour être dans le MDR. La stabilité politique n'y étant pas, j'ai donc eu à changer encore de parti (ANDP et d'autres), mais finalement comme les concertations ne se déroulaient pas comme je le voulais, c'est comme ça qu'à partir de 2000 nous avons eu l'initiative de créer ce parti. Je me suis donc mis à préparer les documents, qui ont reçu ma signature le 02 octobre 2001 et nous les avons déposés au service du gouverneur du Centre, parce que le siège du parti c'est le Mfoundi. Nous avons ensuite été en contact avec le commissariat spécial, qui se trouve derrière les services du gouverneur du Centre. Le dossier a été transmis au Minat [ministère de l'Administration territoriale, NDLR], les tracasseries nous ont contraint à attendre plus d'un an, plus que la légalisation n'a vu le jour que le 14 février 2003.

« J'avais été candidat aux législatives de 2007 par alliance avec l'ANDP de Hamadou Moustapha. » Robert Kona

A la création du parti, y avait-il d'autres pères fondateurs ?

Nous étions trois sur le papier de légalisation du parti: moi-même, président national; le secrétaire général, Massardine Albert Fleury; le trésorier du parti, un certain William Guillaume W.

Quels étaient les objectifs du parti à la création ?

Participer à toute la vie politique de notre pays, c'est-à-dire participer à toutes les élections jusqu'à la présidence de la République si nous en avons la possibilité.

Avez-vous participé à des élections avant 2018 ?

J'avais été candidat aux législatives de 2007 par alliance avec l'ANDP de Hamadou Moustapha, dans le Mayo-Danay Sud. Avant 2018, nous n'avons plus eu à nous représenter.

Comment était organisé le parti ? Des militants ?

Nous avons eu à mettre des structures en place, mais nous n'avons pas eu de conseillers municipaux à cause du manque de moyens.

Comment se fait la rencontre avec Cabral Libii ?

Avec Cabral Libii mon fils ? C'est à la suite de sa déception après l'élection présidentielle d'octobre 2018. Il n'avait pas pu avoir de consensus continu avec le parti Univers. Il y a donc eu divorce entre lui et ce parti qui l'avait investi à l'élection présidentielle. Il avait un de ses militants à Ngaoundéré, dans l'Adamaoua, qui avait bien tenu la présidentielle. Il lui a demandé s'il peut y avoir un important parti dans le Grand Nord avec lequel il peut s'entendre. Ce dernier, Boubakari Massardine, le fils du SG du PCRN, lui a dit que son papa était secrétaire national d'un parti légalisé et que le président national est de surcroît son ami intime. C'est alors qu'il lui a demandé s'il peut demander notre avis et permettre que nous puissions nous communiquer nos numéros de téléphone. Ce qui a été fait. Compte tenu de nos entretiens, il m'a donc demandé de lui envoyer les statuts et le règlement intérieur du parti. Ce que j'ai pris le soin de lui faire parvenir par WhatsApp. Après avoir pris connaissance, il m'a demandé s'il peut prendre contact avec le ministre de l'Administration territoriale à propos. Je lui ai donné mon feu vert. Je lui ai indiqué que c'est à cause du manque de moyens que je n'arrive pas à faire vraiment fonctionner le parti. Il m'a demandé si je peux lui permettre qu'on s'associe pour que je lui passe la tête du parti. J'ai dit bien volontiers, puisque c'est un parti des Camerounais, je n'ai aucun désir de le confisquer. C'est alors que nous avons eu à tenir le congrès restreint dans l'arrondissement de Guidiguis, département du Mayo-Kani à l'Extrême-Nord, samedi 11 mai 2019. C'est au cours de ce congrès restreint qu'il a été porté aux fonctions de président national actif de notre parti, je suis statutairement descendu président d'honneur. Tous trois responsables à la création du parti, nous avons été remplacés par des nouveaux. Cabral m'a remplacé à la tête du parti, le premier fils du premier secrétaire a remplacé papa et la trésorière générale, une anglophone.

En qualité de président d'honneur, avez-vous encore un droit de regard sur le parti ?

Non! Mais s'il veut demander un conseil, je peux le lui donner pour l'avenir du parti et son bon fonctionnement tout simplement.

Cabral Libii est président du PCRN pour combien d'années ?

Ah! [il s'exclame] Moi je lui ai passé le pouvoir, c'est lui qui doit savoir combien d'années il compte rester à la tête du parti.

C'est maintenant lui qui décide de l'orientation qu'il veut donner au parti ?

Tout à fait!

Dans vos statuts, avant de lui passer le pouvoir, quelle était la durée du comité exécutif du parti ?

Cinq ans.

Les statuts ont-ils été revus avec le nouvel exécutif ?

Je crois qu'il y a eu des révisions de nos documents. Ils ont eu quand même à revoir certains articles de nos documents de base, qui datent de 2003. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent: faire des amendements, tout ce qu'ils peuvent juger utile pour l'avenir du parti. Je crois que ça a été fait. Cabral Libii est notre président national actif. De plein droit, il a le droit de regard sur toute chose.

Est-ce qu'il n'a pas tenu à vous donner une compensation ?

Je n'ai pas demandé. Je crois tout simplement que ma récompense est au-delà de certaines compensations parce que le parti a déjà cinq députés à l'Assemblée nationale et sept maires. C'est ça qui fait ma fierté et non une récompense.

Vous n'avez donc pas eu de compensation financière ?

Non, nous n'avons pas eu à débattre de ce point de vue jusqu'aujourd'hui.

Vous n'envisagez pas de le faire ?

Je ne crois pas. Je ne suis pas un président envieux, je suis un serviteur de Dieu.

Vous avez été le bon samaritain ?

Plus que le bon samaritain même. Je suis un pasteur et enseignant à l'appel de Jésus-Christ. Le parti est bien connu maintenant. Nous sommes troisième à l'Assemblée nationale et troisième dans la gestion municipale.

« Je n'ai aucun désir ni aucune intention de redemander ce parti » . Robert Kona

C'est vrai que vous êtes président d'honneur, mais comment voyez-vous l'avenir du parti dans les prochains scrutins: régionales, présidentielle en 2025, législatives et municipales ?

Nous n'avons pas assez de mairies et de nombreux municipaux pour les régionales, nous partons un peu défavorisés. S'agissant de la présidentielle de 2025, j'ose croire et je peux vous l'affirmer que notre parti passera à la tête de l'Etat par notre cher camarade Cabral Libii, qui a déjà été deux fois 3e, si je laisse de côté les municipales. A la présidentielle 2018, il était 3e; aux législatives et municipales de février 2020, notre parti est toujours sorti 3e. C'est une preuve à suffisance qu'en 2025 il sera le président de la République par définition. Il a toutes les chances. En 2018, je n'avais pas entendu parler de lui et de nulle part il est sorti troisième. Comme qui disait: aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années.

Reprenez-vous votre poste de président ?

Non ! J'ai passé ma responsabilité de président national à mes enfants. J'ai créé le parti pour l'avenir de nos enfants et non pour nous qui sommes déjà fatigués par l'âge et surtout qui

avons même déjà assez servi ce pays. J'ai légué le pouvoir à nos enfants.

Pour sortir de l'interview, quelle est votre appréciation sur le débat qui a cours depuis quelques années, où certains estiment que le chef de l'Etat, âgé, doit laisser le pouvoir ?

C'est Dieu qui établit les responsabilités dans les fonctions de direction et même de gestion. Je ne peux pas, en ma qualité de serviteur de Dieu, prononcer une position qui serait à mon humble avis contraire à celle de Dieu que je sers de tout mon coeur. Mais néanmoins, ce que je constate comme anormal, c'est que les militants du RDPC font tout pour être dans la gestion de l'administration et non pour rester des politiciens comme nous autres. Ils ont pris les places des autorités administratives, jusqu'à prétendre diriger le Cameroun comme étant un parti d'Etat; hors ils sont tout simplement militants du parti proche du pouvoir. C'est cette anomalie que je constate avec amertume. Et nous avons eu à la constater surtout lors des dernières échéances législatives et municipales du 09 février 2020. Depuis l'avènement du deuxième régime, je n'ai jamais vu de telles élections au Cameroun. Vous avez bel et bien gagné tel siège politique ou municipal, on vous l'arrache et personne ne peut dire que ce n'est pas faisable. Avec les PV [Procès-verbaux, NDLR] présignés, moi je n'ai jamais vu ça. C'est ce qui n'est pas bien. S'agissant du président élu depuis 2018, c'est Dieu qui a établi les autorités. C'est lui qui les garde ou les remplace. Ce n'est pas à moi de me prononcer sur ce sujet.

Mais vous, vous dites que vous avez passé la main aux jeunes dans votre parti et que ce dernier a été créé pour les Camerounais. N'est-ce pas une contradiction avec votre propos sur le chef de l'Etat ?

Le PCRN c'est le parti des Camerounais, dans l'optique de réconcilier le peuple. Sa devise c'est: Vérité, amour, paix: Vérité signifiant transparence, amour patriotique et fraternel afin de ramener la paix dans ce pays pour parvenir à réconcilier ce peuple. Ce n'est pas un parti tribal ou régional mais c'est le parti des Camerounais tout court. Je n'ai aucun désir ni aucune intention de redemander ce parti à aucune ethnie du Cameroun.

Comment occupez-vous votre temps dans votre village ?

Mes problèmes avec l'administration continuent toujours à peser lourdement sur ma vie. Retraité comme je l'ai dit le 31 décembre 2008, jusqu'aujourd'hui, je n'ai pas encore eu le rappel de ma pension; ni le rappel de mes quatre avancements de 1 jusqu'à la classe

exceptionnelle. J'ai été frappé par une suspension de ma pré-pension pendant un an, non remboursée jusqu'à ce jour. Comme si cela ne suffisait pas, on m'a encore créé une autre situation, la quatrième du genre, à compter du mois de juin 2016; en disant que j'ai bénéficié d'une avance de pension, que je n'ai jamais reçue et qui n'a jamais été virée. On prélève, sur ma petite pension, 27 000 F CFA chaque mois depuis juin 2016. Un montant de 1 475 233 F que j'ai eu à découvrir l'année passée. Toutes ces choses sont créées, j'ose croire, par les militants du RDPC. Pour ne pas généraliser les choses, par les élites militantes du RDPC de ma localité, pour être clair. J'avais écrit au ministre des Finances, lorsque c'était encore Allamine Ousmane Mey, sans suite. J'ai écrit au Premier ministre, de la même manière, jusqu'aujourd'hui, rien ne bouge. C'est Dieu seul qui sait. Au niveau de ma vie, dans ma localité, je vivote avec ma famille. Père de sept enfants, marié mais sans moyens. Sans même une petite case. Je suis encore dans le Boukarou qui suinte. Maintenant que la pluie commence à revenir dans le Grand Nord, j'ai même les inquiétudes. Je suis obligé de cacher ma paperasse dans les écailles. Mais tant que je suis vivant j'ai toujours de l'espoir.
